



HAL
open science

Un cas d'école : Fraudes électorales et instrumentation du vote dans la transition politique mexicaine

Hélène Combes

► **To cite this version:**

Hélène Combes. Un cas d'école : Fraudes électorales et instrumentation du vote dans la transition politique mexicaine. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2002, 4 (49), pp.48-68. 10.3917/gen.049.0048 . hal-03582801

HAL Id: hal-03582801

<https://sciencespo.hal.science/hal-03582801>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UN CAS D'ÉCOLE.

FRAUDES ÉLECTORALES ET
INSTRUMENTATION DU
VOTE DANS LA TRANSITION
POLITIQUE MEXICAINE

Hélène Combes

Dans de nombreux pays latino-américains, une fois amorcée la transition démocratique, les élections ne semblent plus qu'un expédient technique. Au Mexique, en revanche, la régularité des scrutins est au cœur même de la démocratisation. Lutte pour la démocratie et lutte pour des élections libres et transparentes se confondent. Cela tient au rôle que n'ont cessé de jouer les irrégularités électorales dans ce système politique. La nature « frauduleuse » des élections caractérise le régime semi-autoritaire. Mettre fin au monopole du parti officiel – le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) – au pouvoir depuis 1929, ne peut alors passer que par la reconquête d'un vote libre et donc, par la bataille *dans et sur les urnes*. Puisque le *Parti-État* a galvaudé le sens même du vote, la conquête de la loyauté électorale nécessite à la fois l'établissement juridique de règles nouvelles et l'affirmation d'un sens renouvelé de la règle de droit, c'est-à-dire une réappropriation symbolique des formes du vote, de leur signification et de leur valeur opérationnelle. Quelles sont les dynamiques sociales et politiques qui traversent une telle démarche ? C'est pour répondre à cette interrogation que fut conduite cette enquête ethnographique dont le Parti de la révolution démocratique constitue le point d'observation : celui des tensions que suscite l'émergence d'un nouvel ordre du vote, celui aussi de la reconfiguration des pratiques néoclientélistes qui, au Mexique, continuent d'en composer la trame et la chaîne.

Les formalités du vote

Après des décennies de dictature, la constitution mexicaine de 1917, née de la Révolution, met en place une république définie comme «démocratique, représentative et fédérale». Les Mexicains sont appelés aux urnes tous les six ans pour élire le président de la République et tous les trois ans pour élire les députés. Conformément à l'un des slogans révolutionnaires: «suffrage véritable et non réélection» (*sufragio efectivo, no reelección*), les sortants ne peuvent se représenter. Si depuis 1934, les échéances électorales sont scrupuleusement respectées (alors que dans la majorité des pays latino-américains, des régimes autoritaires sont venus suspendre les mécanismes de la «démocratie représentative»), la notion de «sincérité» électorale demeure, elle, problématique. Les électeurs sont encadrés par un système de contrôle où se mêlent clientélisme et corporatisme. Au point, écrit Loaeza Soledad, que «tout au long du siècle, partis et élections n'occupent qu'une place secondaire dans les équilibres politiques généraux, dans la lutte pour le pouvoir et dans la culture politique des Mexicains¹». L'importance de ces techniques de travestissement confère à ce pays la réputation d'être indépassable en matière de «manipulation des résultats électoraux²». Les élections y seraient moins qu'ailleurs fondées sur la mobilisation d'opinions ou l'affrontement de programmes. Et plus que partout ancrées dans une logique de ratification: celle de légitimer les candidats désignés par le parti dominant. Alain Rouquié a parlé «d'élections sans options», signe que l'issue ne laissait place à aucune incertitude³. En somme, le vote était un moyen pour le Parti-État de garantir un contrôle sur la société tout en maintenant une apparence de démocratie. Subtil équilibre que l'écrivain péruvien Vargas Llosa a qualifié de «dictature parfaite».

La protestation étudiante de 1968, écrasée dans le sang et sa décomposition en de multiples guérillas ont fragilisé le régime en érodant sa légitimité. Les partis de gauche ont été relégués à une quasi-clandestinité. À la fin des années soixante-dix, le parti officiel est cependant acculé aux réformes. La légalisation des partis de gauche et une nouvelle loi électorale modifient le paysage institutionnel. Le PRI perd son monopole⁴ mais conserve la mainmise sur les règles matérielles de l'élection, rendant l'alternance pour le moins hypothétique. Dès lors, la contestation de l'hégémonie du PRI s'est focalisée sur «l'assainissement»

1. Art. «Mexique», in Pascal Perrineau, Dominique Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, Puf, 2001.

2. C'est la formule de Joseph L. Klesner, au début de son analyse de la désagrégation du Parti-État, «The End of Mexico's One-Party Regime», *Political Science*, mars 2001, p. 107.

3. Alain Rouquié, Guy Hermet, Juan Linz, *Des élections pas comme les autres*, Paris, FNSP, 1978.

4. Wayne A. Cornelius, *The Breakdown of One-party-dominant Regime*, Center for US-Mexican Studies, San Diego, 1996.

des règles électorales. En 1987, les luttes au sein de ce parti pour l'attribution de la candidature à la présidence entraînent une scission. Le chef de file de cette dernière, Cuauhtémoc Cárdenas, ancien gouverneur de l'État de Michoacán et fils d'un président de la République resté très populaire, parvient à unir autour de lui la gauche jusqu'alors divisée. Le soir du 2 juillet 1988, alors que les premiers décomptes sont favorables à C. Cárdenas, le système informatique tombe en panne. Une fois ce dernier réparé, c'est le candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, qui a repris la tête du scrutin⁵. Cet incident – intentionnel ou fortuit – rappelle de fâcheux précédents. Il déclenche à travers le pays un vaste mouvement de protestation. Ce qui donnera naissance moins d'un an plus tard au Parti de la révolution démocratique (PRD), uni autour de la figure de C. Cárdenas. Les formes et les formalités du vote constitueront désormais l'enjeu principal de la démocratisation.

Les fortes mobilisations du PRD contre les fraudes lors des élections municipales et régionales contribuent à l'accélération des réformes et notamment à la création d'un organe indépendant chargé d'« organiser » les élections – l'Institut fédéral électoral (IFE). Celui-ci, au fil des scrutins, va se voir confier le soin de garantir des élections « propres ». Un travail indissociable de la conquête de nouveaux espaces politiques par les partis d'opposition. Le PRD s'impose, en particulier, comme l'une des principales forces: il gagne en 1997 la mairie de Mexico qu'il conserve en 2000. Une génération de militants politiques a abandonné l'idéal révolutionnaire pour l'idéal démocratique; le nom même de Parti de la révolution démocratique est éloquent. Le radicalisme propre aux périodes de transition s'incarne, tout au long des deux dernières décennies, dans la *question électorale*, terme vague qui englobe tout à la fois un jeu de procédures, un ensemble de savoir-faire et un type spécifique de revendications. En juillet 2000, lors de l'élection présidentielle, c'est finalement le Parti action national (PAN) et son candidat Vicente Fox Quesada, l'autre grand parti d'opposition, situé à droite, qui mettent fin à plus de soixante-dix ans de règne du PRI⁶.

Au cours des années quatre-vingt-dix, à plusieurs reprises, les citoyens mexicains sont appelés à se prononcer sur des questions touchant la vie politique et sociale. Ces consultations, organisées par des acteurs d'opposition, présentent, de ce fait, un caractère profondément

5. Les résultats officiels seront les suivants: 50,7% pour Salinas de Gortari (PRI), 30,6% pour Cuauhtémoc Cárdenas (Front démocratique national), 16,8% pour Manuel Clouthier (Parti d'action nationale). L'abstention atteint 49,8%.

6. Sur le contexte de cette victoire électorale, voir Magali Modoux, « Mexique: la victoire de V. Fox à l'élection présidentielle de juillet 2000 », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 40, 2001, pp. 3-30; Nikki Craske, « Another Mexican Earthquake?: An Assessment of the 2 July 2000 Elections », *Government and Opposition*, London, vol. 36, n° 1, 2001, pp. 27-47.

atypique. En effet, loin d'être orchestrées par l'État, elles en subvertissent la légitimité. Dans tout le pays, des bureaux de vote sont installés dans les lieux publics où, longtemps, l'expression de convictions politiques était juste tolérée. Les acteurs d'opposition ouvrent par là une alternative à l'organisation matérielle des scrutins qui prévalait jusqu'alors. Face à des élections réputées « frauduleuses », ces consultations (*consultas*), bien au-delà des questions posées, s'inscrivent dans un processus de réappropriation du vote.

Voter autrement

«CONSULTAS» NATIONALES						
Année	Nom de l'organisateur	Type d'acteur	Objet de la consultation	Bureaux de votes	Participants à l'organisation	Votants
1995	Alliance Civique ⁷	ONG	Responsabilité des dirigeants politiques dans la crise économique	5 600	15 000	666 525
1995	EZLN ⁸	Guérilla	L'EZLN doit-elle devenir une force politique et si oui, de quelle nature ?	8 245	40 000	100 0000
1996	REMALC ⁹	ONG	«référendum» visant à soumettre un projet économique alternatif à celui de l'ALENA ¹⁰ .			428 345

À travers ces mobilisations électives, qu'elles soient à l'initiative d'une ONG, d'une association ou d'« une guérilla d'un nouveau genre », la lutte pour la transition démocratique passe par l'instrumentation des rituels électoraux. Même un mouvement de guérilla, l'EZLN, s'abandonne à une telle mise en scène : endossant la bannière démocratique, il délaisse les fusils pour la force des urnes. Avoir recours à des consultations électives est devenu l'un des éléments du répertoire d'action des acteurs d'opposition. Dans cette réappropriation de la scénographie du vote s'imbriquent plusieurs logiques. Il s'agit d'attaquer le Parti-État sur son propre terrain et cela à deux titres : en premier lieu, par une remise en cause de son monopole en matière d'organisation des opérations de vote et de contrôle de l'« opinion universelle des citoyens » ; en deuxième lieu, par la mise en place d'alternatives crédibles dans la mobilisation de

7. Juan Manuel Ramírez Sáiz, « Movimientos ciudadanos y democracia: el caso de Alianza Cívica », en Jorge Alonso, in J. M. Ramírez Sáiz (éd.), *La democracia de los de abajo en México*, Mexico, La Jornada/UNAM, 1997, p. 35.

8. L'Armée zapatiste de libération nationale qui fait entendre sa voix pour la première fois en janvier 1994 au Chiapas.

9. Réseau mexicain d'action contre le libre échange : regroupement d'ONG, d'organisations de Droits humains et de syndicats

10. L'utilisation d'un référendum alternatif n'est pas chose nouvelle. En 1993, un référendum fut organisé sur la situation juridique du district fédéral mais il n'avait qu'un caractère local.

pratiques de consultations dites démocratiques. Une façon de redéfinir les frontières de l'espace public, en somme de donner des leçons de démocratie à un État « corrompu ».

Le Parti de la révolution démocratique, dont les cadres ont souvent apporté leur pierre à la réalisation de ces *consultas* alternatives, a placé au cœur de son travail d'enrôlement la lutte contre les fraudes. Il participe, lui aussi, à ce mouvement mais selon une autre modalité. En 1993, quatre ans après sa naissance, le PRD institue des élections internes pour désigner ses dirigeants (de l'échelon municipal à l'échelon national) et la majorité de ses candidats à des mandats représentatifs. Tous les militants peuvent participer à ces élections. Elles ne se déroulent pas dans les locaux de cette formation mais dans l'espace public (place, jardin, rue). À partir de 1996, la procédure s'élargit : tout citoyen mexicain muni d'une carte d'électeur peut participer aux élections internes. Dès lors, les élections internes du PRD s'inscrivent à leur tour dans les expérimentations de votes alternatifs. Elles illustrent un radicalisme politique au cœur même du mouvement de la transition. Une surenchère démocratique dont l'enjeu va bien au-delà du recrutement des dirigeants comme en attestent les débats internes.

« Dans n'importe quel autre pays, la mise en place d'élections internes aurait eu une grande importance surtout quand elle constitue une décision sans précédent. Mais dans le pays où "la vraie loi" est au-dessus de celles écrites, sur le terroir du "dedazo"¹¹, du charisme, sur un territoire dominé jusqu'il y a peu, par le plus archaïque des régimes politiques du Parti-État, la décision prend une autre dimension : c'est un défi aux traditions, aux héritages et aux stratagèmes qu'incarnent le clientélisme et le corporatisme [...]»¹².

À l'échelle d'un parti comme le PRD, la volonté de forger une nouvelle éducation électorale, de « redonner un sens » à l'élection, de l'épurer de ses « vices » (hérités du PRI), implique d'affronter l'État. Pour le président du Service électoral (SE), l'élection interne n'est que « l'exercice de la souveraineté nationale dans le cadre d'un parti et bien au-delà¹³ ». L'objectif est en fait de mettre en place un système parallèle à celui des élections constitutionnelles, aussi étendu et visible que possible, un *ordre du vote* garant d'une « véritable démocratie ». Le président du Service électoral s'enorgueillit : « Aucun recoin du territoire n'est oublié. Il faut parfois une journée de marche pour apporter une urne dans une

11. Au sein du PRI, c'est le président sortant qui désigne son successeur à la candidature à la présidence de la République.

12. Comité General del Servicio Electoral del PRD, *Informe del Servicio Electoral*, Mexico, 1996, p. 6.

13. Discurso del presidente del Servicio Electoral frente al XIV pleno el Consejo Nacional.

communauté indigène isolée¹⁴. » L'organisation matérielle du scrutin constitue une véritable prouesse, autant, sinon plus, que l'orientation des voix. La volonté de concurrencer les savoir-faire bureaucratiques de l'État est patente. « Le PRD est capable d'être aussi rapide que le programme des résultats préliminaires officiels¹⁵. » Être en mesure de fournir des évaluations de résultats en même temps que les autorités n'est pas seulement une performance technique mais un atout politique. Lors des élections constitutionnelles, le système électoral interne est reconverti en instrument de lutte contre les fraudes. En reproduisant et démultipliant le rituel du scrutin, le PRD va plus loin : il montre et démontre sa capacité à rivaliser avec les instances officielles, et ce, sur leur propre terrain.

On assiste ces dernières années à une démocratisation du fonctionnement interne des partis et à la banalisation du recours aux élections internes¹⁶. Les périodes de transition démocratique semblent propices à la mise en place de primaires pour sélectionner les candidats à la présidence de la République, comme en atteste leur développement dans de nombreux pays d'Amérique latine¹⁷. Cependant, le caractère volontiers ouvert et systématique des élections du PRD¹⁸ ne se comprend pleinement que replacé dans le contexte mexicain. Dans un premier temps, ce choix d'ouverture correspond à une volonté de démarcation politique : celle de mettre en scène la conquête du « sens démocratique du vote », un sens longtemps « dévoyé » par le clientélisme et les fraudes du PRI. Le recours à « des élections internes ouvertes¹⁹ », organisées dans l'espace public par un parti qui s'est fait le fer de lance de la lutte contre les manipulations électorales, s'inscrit, dans un second temps, dans la recomposition d'une citoyenneté qui dépasse le cadre partisan. Un mouvement qui n'est pas sans paradoxe ni ambivalence.

Préparer l'élection

Organiser des élections internes avec des bureaux de vote dans chaque *municipio*, même les moins accessibles, est loin d'être une tâche aisée. Quelles sont les compétences mobilisées et les difficultés rencontrées²⁰? Chaque préparatif de scrutin croise et entrecroise des aspects réglementaires, des conflits de personnes et de communautés, et

14. Entretien de l'auteur, Mexico, mai 2000.

15. Comité General del Servicio Electoral del PRD, ? *Sireve al partido el servicio electoral?*, Mexico, 1998.

16. Claude Émeri, Jean-Luc Parodi (éd.), *Primaires et présélection des candidats présidentiels*, Colloque AFSP, avril 1994; Richard Kartz, Peter Mair (éd.), *How Parties organize*, London, Sage, 1994 et le numéro spécial de *Party Politics*, « Democratizing Candidate Selection: Causes and Consequences », vol. 7, n° 3, 2001; Daniel-Louis Seiler, « Partis Politiques (Élections Internes) », P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, op. cit.

17. Voir le dossier « Les élections présidentielles en Amérique Latine : désignation des candidats à la candidature », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 19, 1995 et Manuel Alcántara Sáez, *Experimentos de democracia interna: las primarias de los partidos en América Latina*, Working Paper #293, Universidad de Salamanca, España, April 2002.

18. Il y a bien sûr l'exemple des primaires aux États-Unis mais leur fonctionnement reste très spécifique et ne semble guère avoir influencé le PRD. En Europe, un passage en revue de la littérature sur les processus de sélection interne du personnel politique laisse penser que ce type d'élection interne ouverte n'a été utilisé qu'en Islande et en Catalogne: Svanur Kristjánsson, « Electorat Politics and Governance: Transformation of the Party System in Iceland. 1970-96 », in Paul Penning et Jane-Erik Lane (éd.), *Comparing Party System Change*, London and New York, Routledge, 1998, p. 169; Jonathan Hopkin, « Bringing the Members Black in: Democratizing Candidate Selection in Britain and Spain », *Party Politics*, vol. 7, n° 3, 2001.

19. Terme formulé par Gideon Rahat et Reuven Y. Harzan à partir de celui de primaire ouverte: « Democratizing Candidate Selection. Causes and Consequences », *Party Politics*, vol. 7, n° 3, 2001, pp. 267-275.

des prétentions normatives. La présentation de ces dispositifs alternatifs apparaît dès lors comme la chronique sans cesse recomposée d'un idéal démocratique aux prises avec des compromis sociaux et tactiques.

Dans les premières années, les élections internes se bricolent et s'improvisent : elles se règlent « en famille ». L'ouverture à tous et l'enjeu que représentent ces élections – en faire une vitrine d'une « démocratie alternative » – rendent impérative la mise en place d'une organisation à la hauteur de l'ambition affichée. Et pour ce faire, le PRD décide de créer une structure électorale indépendante des instances de direction, à l'image de l'Institut fédéral électoral. Chaque *municipio*, il y en a près de deux mille cinq cents au Mexique, et chaque État fédéré est doté de « son » service électoral indépendant des instances exécutives locales et fédérales. Quatre mille cinq cents personnes au total sont nommées pour trois ans et rémunérées. En période d'élection interne, le nombre de militants mobilisés peut atteindre soixante-dix mille personnes.

Comment se déroule concrètement les préparatifs de l'élection ? La première étape de l'élection interne est la convocation des électeurs par voie de presse (locale et nationale), moyen plus sûr que la diffusion interne, souvent chaotique et aléatoire. Cette diffusion publique est aussi un corollaire de la volonté démonstrative qui est en jeu dans ces scrutins. Le financement alloué aux candidats est très modeste. Il permet d'éditer quelques tracts, des affiches aux couleurs du PRD et, dans le meilleur des cas, d'organiser quelques réunions. L'élection à la présidence du parti donne lieu, elle, à une véritable campagne. Les candidats sillonnent le pays pendant plusieurs semaines. Ils multiplient les entretiens dans la presse et les réunions, les meetings, etc. Un débat en bonne et due forme est organisé entre les principaux candidats. En 1996, par exemple, celui-ci se déroule sous la tutelle de quatre politologues parmi les plus prestigieux et est retransmis à la télévision. Une façon de mobiliser l'instance universitaire comme garante des procédures engagées. La localisation du bureau de vote est fréquemment l'enjeu d'après négociations entre groupes et courants. Chacun souhaite l'installer dans la zone ou le quartier dans lequel il est le mieux implanté. Une façon de garder sous sa coupe le déroulement de la journée électorale. Une fois le nombre de bureaux de vote décidé, leurs emplacements

20. La description de l'élection repose sur l'observation du déroulement d'élections internes à de nombreuses reprises entre 1998 et 2000 à Mexico dans des zones sous-contrôle du PRD (arrondissements d'Atzacapotzalco, de Coyoacán, d'Iztapalapa, de Venustiano Carranza) comme dans des zones à faible implantation de ce dernier (Benito Juárez et Miguel Hidalgo). Nous nous sommes également rendus dans des zones rurales (États de Guerrero, de Michoacán) ou semi-rurales (États de Mexico, d'Hidalgo), principalement dans le centre du Mexique. Nous nous sommes aussi appuyés sur des archives mises à disposition par des membres du service électoral.

négociés avec les candidats, il ne reste plus qu'à publier leur liste dans les journaux.

La journée électorale

Le scrutin proprement dit commence à 9 h du matin et se poursuit jusqu'à 18 h. Les militants se présentent munis de leur carte d'électeur: la carte du parti, elle, ne permet pas de voter. Cette précaution vise à lever la suspicion de fraude. Les cartes d'électeurs sont, au Mexique, parmi les plus sophistiquées qui soient: plastifiées, munies d'un hologramme, d'une photo d'identité et d'un code barre, elles sont censées porter avec elles la preuve de la sincérité du vote. Une surenchère destinée, dans les élections constitutionnelles, à masquer les autres moyens d'influence dont disposent les autorités. Cependant, voter avec cette carte est donc un symbole très fort: participer aux élections du PRD, c'est faire pleinement acte de citoyen.

Des banderoles jaunes avec le logo du PRD, un soleil aztèque, indiquent l'emplacement du bureau de vote (toujours dans des lieux publics, jamais dans les locaux mêmes du PRD). Tout se déroule dans cette phase comme lors d'une élection classique. Le citoyen tend sa carte d'électeur à un scrutateur qui, en contrepartie, lui remet un bulletin de vote. Plusieurs isoairs, faits de tubes amovibles et de toile, sont disponibles sur le côté à quelques mètres de la table pliante où s'entassent les bulletins et le registre d'électeurs/militants. L'électeur coche le candidat de son choix à l'aide d'un crayon attaché à l'isoair et plie le bulletin en quatre.

«Pour beaucoup de gens, ce qui est important c'est de voter pour le PRD. Ils ne comprennent pas forcément qu'il puisse y avoir plusieurs candidats du même parti. Donc, au lieu de cocher un candidat, ils cochent le logo du parti!²¹.»

L'électeur dépose ensuite le bulletin dans une urne en plastique translucide où seule figure en lettres noires l'inscription PRD. Si la personne est déjà adhérente du PRD, elle signe le registre en face de son nom. Si c'est la première fois qu'elle vote, son nom est rajouté par un scrutateur sur le registre. La scénographie du geste en témoigne: en signant, le votant fait acte d'adhésion au parti. D'autant que pour finir, un scrutateur, à l'aide d'un flacon à billes, enduit le pouce de l'électeur de «violet de gentiane», substance indélébile évitant le vagabondage électoral mais surtout signe de reconnaissance des électeurs «mobilisés».

21. Série d'entretiens avec Roberto Morales, un ancien membre du comité général du service électoral, mars-avril 2000.

Dans certaines zones, des incidents marquent la journée comme l'atteste le témoignage de Sebastian retrouvé dans les archives du Service électoral :

«En arrivant à l'endroit où il doit installer le bureau de vote, Sebastian rencontre plusieurs militants impatients de voter ainsi que le président du Comité exécutif municipal qui, après une brève présentation, l'informe de la situation.

– Compagnon, dans ce *municipe*, il ne peut y avoir d'élection car il n'y a pas de *Comité municipal électoral*.

– Comment ! s'exclame Sebastian, le Service électoral m'a donné une liste des membres. Où sont-ils ?

– Une minute papillon, tous ces gars ne font plus partie du Comité parce que je les ai destitués !

– Ce n'est pas possible, lui rétorque Sebastian, vous ne pouvez ni nommer ni destituer le Comité électoral.

– Et pourquoi donc, je suis le président !

– C'est contre l'article 26 du règlement.

– Bon, compagnon, dit le président, ici ces règlements ne servent à rien et si tu installes le bureau de vote, je reviens avec mes gens pour te le brûler et faire des confettis de tes bulletins.»

Des urnes brûlées, volées arme à la main, des manifestations, des séquestrations d'autorités électorales..., dans certains États, les différends ne sont pas exceptionnels. En effet, les caciques locaux sont disposés à entrer dans le jeu de l'élection tant qu'ils peuvent en sortir gagnants mais s'en accommodent fort mal lorsque ce n'est pas le cas... Le dépouillement constitue d'ailleurs l'étape la plus critique du déroulement des élections. En cas de défaite prévisible, les partisans d'un candidat n'hésitent pas à interrompre l'opération ou à recourir à des méthodes expéditives. Les conseils donnés aux membres de l'organisation électorale en témoignent :

«Il faut toujours commencer par l'élection la plus importante, la plus éloignée des gens. Par exemple, si les élections internes se tiennent le même jour pour le député fédéral, le député local et le maire, il faut toujours commencer par l'urne du député fédéral. L'électeur dont le candidat perd va se dire : "Mince, ce mec j'avais collé des affiches pour lui, il avait l'air plutôt sympa". Quand on arrive au député local, là ça se complique : "Merde alors ! je lui ai serré la main une bonne dizaine de fois et puis il m'avait parlé à la dernière réunion. Il connaissait même mon nom...". Et quand on arrive au dépouillement du maire, rien ne va plus car cette fois, c'est le copain de toujours, le cousin ou le frère ! C'est à ce moment-là que tout risque de dégénérer [...]. Mais si le membre du Service électoral a scrupuleusement rempli les procès verbaux des élections de députés, le mieux c'est qu'il les emporte en prenant ses jambes à son cou. Les militants s'en prennent toujours aux urnes et aux bulletins de vote mais si on a les procès verbaux, l'élection est sauvée [...]. Les dégâts

sont limités: une élection municipale n'a pas beaucoup d'importance: il suffira de la réorganiser; cela ne remet pas en cause l'élection à une échelle plus importante et pas de risques que les médias s'en fassent l'écho...²².»

Une fois les procès verbaux réunis, il s'agit de centraliser l'information et de la faire remonter jusqu'à la capitale régionale puis Mexico. Cette opération peut prendre plusieurs jours pour les bureaux de votes les plus éloignés. S'ouvre alors le temps des recours:

«Chaque scrutin comporte un troisième tour, celui où les concurrents s'essaient à renverser le sort déterminé par les urnes. C'est la période des règlements des litiges, celui des recours et des contestations²³.»

Les élections du PRD ne dérogent pas à l'observation. À titre d'exemple, il y eut cent trente et une plaintes lors de l'élection nationale de 1996, deux cent dix-neuf dans l'État d'Oaxaca. En 1998, en l'espace de six mois, le SE a répondu à près de trois cent soixante contestations. Si les violences, les grèves de la faim et les occupations de locaux ont peu à peu cédé la place aux recours, c'est parce qu'une indéniable juridicisation s'est opérée en matière de contestation électorale. L'utilisation presque systématique des recours donne aussi la mesure des difficultés des élections internes. L'importance du contentieux exprime la faiblesse relative de l'intérêt à se soumettre aux «règles du jeu» en l'absence d'une sanction d'État. L'instrumentation de la règle se lit jusque dans un chapitre sur les articles du règlement «susceptibles d'être utilisés en cas de défaite» contre tel ou tel autre candidat qui figure dans le plan d'action d'un candidat à la présidence du parti en 1999.

Les savoir-faire de la règle ne sont donc pas étrangers à l'importance du contentieux. D'où la volonté de codifier le moindre geste du déroulement de l'élection. Au point de rendre inaccessible le *règlement des élections internes* aux militants et même à de nombreux candidats. Cinquante pages de texte, douze titres, cinquante-quatre articles ayant jusqu'à douze alinéas et de très nombreux sous-alinéas²⁴: se repérer dans ce maquis juridique suppose des compétences qui vont à l'encontre de la transparence proclamée. Cette complexité nourrit une virtuosité interprétative qui s'inscrit en faux contre l'égalité présumée des compétiteurs. À l'échelle municipale et même régionale, il est bien difficile pour des militants dotés d'un faible niveau d'instruction de s'y retrouver. A fortiori lorsque les erreurs de procédure sont mises à profit par

22. *Ibid.*

23. Olivier Ihl, «Tours de main et double jeu. Les fraudes électorales depuis la Révolution française», in Mazet Pierre et Yves Poirmeur (éd.), *Le métier politique en représentations*, L'Harmattan, Paris, 2000, p. 51.

24. PRD, *Reglamento de las elecciones internas*, Mexico, 1996.

les candidats les plus habiles. L'organisation matérielle de ces élections internes le prouve : la déclinaison des identités partisans – électeurs, militants, candidats – est inséparable des pratiques sociales qui s'en saisissent et leur donnent forme. C'est pourquoi, il convient maintenant d'étudier la façon dont ces modes de réappropriation du vote s'articulent avec les luttes partisans.

Le corps militant

La première vague d'adhésions correspond au moment de formation du PRD. Le parti bénéficie, en 1989, de l'engouement suscité par la figure de C. Cárdenas. Il capitalise donc largement le mouvement contre les fraudes, même si le nombre d'adhérents n'est en rien comparable aux foules qui ont soutenu C. Cárdenas un an auparavant. Cette vague d'adhésion s'accompagne deux ans après d'une stagnation suivie de piètres résultats électoraux. Les conflits internes, l'essoufflement de « l'effet 1988 » mais aussi la campagne de discrédit orchestrée par l'État sont autant d'éléments contextuels à prendre en compte dans l'étude de la construction de l'appareil partisan. Dans un pays comme le Mexique au régime « semi-autoritaire », la capacité du Parti-État à « contrôler » le vote (en amont et en aval) est réelle. Dans ces conditions, comment un parti d'opposition peut-il arriver à s'implanter ?

Dès la fondation du PRD, la mise en place de comités locaux, notamment à l'échelle municipale, constitue une priorité. Cependant, leur création se heurte à de nombreuses difficultés. Certaines sont internes (luttes de courants, mauvaise répartition des ressources...), d'autres liées au contexte politique. Dans les zones rurales mais aussi dans certains quartiers urbains défavorisés, au début des années quatre-vingt-dix, être *perrediste*, c'est risquer d'être exclu de tous les programmes sociaux (aide alimentaire, bourse scolaire, etc.) voire de l'accès aux services publics les plus élémentaires (eau, électricité). De plus, si au niveau national le PRI joue l'ouverture et reconnaît le PRD comme un acteur de la vie publique, dans les États fédérés, la situation est bien différente. Le PRD y reste victime d'une répression sanglante. Depuis la création du parti, plus de six cent cinquante *perredistes* ont trouvé la mort principalement dans les États du Guerrero, de Michoacán, de Puebla, et de Veracruz. La plupart des organisations de défense des Droits de l'homme s'accordent sur ce chiffre. Dans ce contexte et

EXEMPLES D'ÉLECTIONS INTERNES DU PRD

Type d'élections internes	Lieu	Date	Nombre de votants
Direction Nationale	Nationale	1996	358 244
Pré-candidature à la mairie	Ville de Mexico (DF)	1997	90 000
Présidence régionale du PRD	État* de Mexico	1997	114 400
Pré-candidat à gouverneur	État du Guerrero	1998	161 000
Direction nationale	Nationale	Mars 1999** Juillet 1999	650 000 480 100
Direction nationale	Nationale	2002	900 000

Sources : Tableau élaboré par l'auteur à partir des comptes rendus d'élections du SE.

* Il y a au Mexique 31 états fédérés et Mexico qui est le District Fédéral (DF). ** Cette élection a été annulée.

face à la faiblesse des comités locaux, il est bien difficile de construire un appareil partisan comme de développer une vie militante locale. « Les élections internes étaient le seul moyen de faire participer un minimum les militants à la vie du parti » affirme un dirigeant national du PRD²⁵. À partir de 1996, il y aura en moyenne trente élections internes par an (à l'échelle d'un État fédéré ou à l'échelle nationale).

De plus, les associations protestataires qui ont participé à la fondation du PRD²⁶, fortes de plusieurs décennies d'opposition au régime et aguerries aux luttes sociales, se substituent à l'appareil partisan défaillant. Ainsi, les réunions et les actions se déclinent au gré des conjonctures sous l'étiquette associative ou partisane. Les dirigeants sociaux entrés au PRD (ils représentent près de 30 % des dirigeants et des cadres locaux²⁷) jouent le rôle de passeur, de points d'articulation entre associations et parti. L'implantation électorale du PRD, surtout dans les quartiers défavorisés, passe principalement par les associations, les partis d'opposition ayant, jusqu'en 1997, un accès aux médias extrêmement limité. La vitalité associative à Mexico, en partie née de la réaction citoyenne au tremblement de terre dévastateur de 1985, explique la forte implantation de ce parti dans la capitale. En filigrane des débats sur la mise en place des élections internes²⁸, les dirigeants du PRD s'accordaient pour faire

25. Entretien avec le président du Conseil national du PRD, mars 2000.

26. La candidature de C. Cárdenas à la présidence de la République, puis la création du PRD en 1989, a donné lieu à la convergence de trois types d'acteurs : le courant démocratique ayant fait scission du PRI, plusieurs petits partis de gauche et de nombreuses associations.

27. Enquête de l'auteur auprès de trois cent dix délégués, congrès de Zacatecas, mars 2001.

28. L'analyse porte sur les actes hebdomadaires des réunions du Conseil exécutif national et les débats lors de réunions du Conseil national de 1993 et 1996, années où ont été mises en place les élections internes.

de ces moments le moyen de maintenir un lien fort avec le vaste tissu associatif. Si les représentations que véhicule la transition démocratique contribuent à rendre légitime le recours à la scénographie du vote, la situation politique fait, elle, des élections internes l'occasion de structurer un appareil partisan en butte à des difficultés d'institutionnalisation. Le fonctionnement interne des associations rend mobilisables des ressources qui peuvent être réinvesties dans le jeu interne du parti. La majorité des associations – parce qu'elles sont prestataires de services – possède des moyens assez contraignants pour inciter leurs membres à aller voter. Par exemple, celles qui reçoivent des crédits de l'État pour construire des logements sociaux utilisent un système de points pour établir un ordre de priorité dans l'accès à ces biens. Leur attribution est conditionnée par la participation à des événements partisans comme des manifestations mais aussi des meetings et des élections internes du PRD. Comment se déroule concrètement le contrôle? Prenons le cas d'une association de lutte pour le logement dont les dirigeants ont participé à la création du PRD, «l'Assemblée des Quartiers»²⁹.

« Comme chaque samedi, la section de "l'Assemblée des quartiers" (*Asamblea de Barrios*; AB) de San Juanito se réunit dans une salle comble (deux cents personnes). Pourtant aujourd'hui, on ne fera pas le point sur l'attribution de crédits, pas de synthèse des dernières manifestations (pour le logement ou en appui aux zapatistes), pas d'information sur les ateliers pour les enfants et les femmes. Car demain ont lieu les élections internes nationales et locales du PRD. Lucia Ramirez, dirigeante de l'association mais aussi femme d'un député local du PRD, explique lentement quels sont les différents candidats avec qui l'association a fait alliance. C'est compliqué: il y a trois niveaux d'élections et pour chacun un courant différent, en fonction de ce qui a pu être négocié. L. Ramirez est en bonne place pour être élue au Conseil national, une promotion conséquente. Les membres d'AB notent soigneusement les différents noms sur un bout de papier de peur de ne pas savoir demain pour qui voter. Ici, on joue franc jeu. L'association a même imprimé et placardé une affiche avec ses différents candidats dans deux arrondissements.

Puis vient le moment d'évoquer la logistique de l'élection. Le chargé de cette question se réjouit. Il a entre les mains les noms des responsables des bureaux de vote de l'arrondissement. La majorité d'entre eux sera entre les mains d'AB: "Au service électoral du PRD ils ne se sont rendus compte de rien" se vante-t-il. Demain, non loin de chaque bureau de vote, un dirigeant d'AB pointera les votants. Participer à l'élection interne du PRD devient pour des femmes au foyer de secteur populaire un moyen d'avoir plus rapidement accès à un logement social³⁰. »

29. Angelica Cuellar Vasquez, *La noche es de ustedes, el amanecer es nuestro*, Mexico, UNAM, 1993; Jorge Regalado Santillán, «Lo que quedó del MUP», in Jaime Castillo, Elsa Patiño (éd.), *Cultura política de las organizaciones y movimientos sociales*, Mexico, La Jornada/UNAM, 1997, pp. 103-119; Kenneth Greene, «Complejidad, cohesión y longevidad en un movimiento urbano popular: Asamblea de Barrios de la Ciudad de México», in Sergio Zermeño (éd.), *Movimientos sociales e identidades colectivas*, Mexico, La Jornada/UNAM, pp. 189-234.

30. Observation de l'auteur, à Mexico, à la veille des élections internes de mars 1999.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette brève observation ethnographique. En période électorale, les associations sont une « source » de votants, qu'ils soient sympathisants du PRD ou non. L'enjeu principal est d'amener des votants à « bon port » et ainsi d'honorer les alliances passées. La frontière est ténue entre clientélisme et engagement électoral. Plusieurs militants de cette association interrogés lors d'une enquête réalisée pendant une manifestation le reconnaissent. Si leur sympathie pour le PRD est antérieure à leur engagement dans AB, l'imbrication de l'association et du parti leur permet de faire « d'une pierre deux coups » : d'avoir un engagement politique tout en obtenant une rétribution matérielle³¹, élément fondamental au Mexique pour des secteurs en proie à une extrême pauvreté. Le système des points est d'ailleurs maintenu en grande partie sur demande des membres qui y voient un outil d'une « juste récompense » de leur militantisme³².

À l'échelle des dirigeants, les ressources associatives se monnaient, s'échangent et, se négocient. Le militantisme présent et le militantisme passé, l'implantation dans les réseaux associatifs, sont les garants d'un *réservoir de votes* utilisables pour soi mais aussi pour ses alliés. Lors des négociations pour constituer les listes, qu'elles soient nationales ou locales, le critère principal pour juger de l'intérêt d'un candidat est d'ailleurs son militantisme associatif. Et, à travers lui, le nombre de votants susceptibles d'être mobilisés. « Cela m'est égal si tu me demandes de voter pour une vache tant que tu m'apportes des votes en échange » s'est entendu dire un jeune précandidat à la députation³³. Déjà au début du siècle, Moisei Ostrogorski observait aux États-Unis que la « science des primaires » institutionnalisait la fraude et la malhonnêteté. Or, certains aspects des élections internes ne sont pas sans rappeler la description féroce qu'il faisait de ces nouvelles pratiques organisationnelles³⁴. Dans le cas du PRD, il est bien difficile de saisir l'ampleur du phénomène. Différencier les cas où le clientélisme est vraiment la règle et ceux où l'on mobilise de simples militants associatifs, sympathisants du PRD, pose un redoutable problème taxinomique : où commence et finit la relation de clientèle ? Quoi qu'il en soit, se tisse autour des réseaux associatifs toute une économie du vote, une économie qui dissout l'idéal démocratique dans la lutte partisane.

31. Entretien réalisé par l'auteur auprès de quinze militants en juin 1999 à Mexico.

32. Observation de l'auteur lors d'une réunion d'AB, janvier 1999.

33. Entretien de l'auteur, Mexico, 1997.

34. Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1992, p. 446.

Le jeu des candidatures

Au Mexique, le cumul des mandats n'a pas cours. Il convient donc de trouver des précandidats différents pour les élections municipales, les élections législatives régionales, les élections de gouverneurs, les élections législatives nationales et les sénatoriales qui ont lieu au suffrage universel direct. Pour l'appareil du PRD, le nombre de postes à pouvoir dépasse les quarante mille. Le nombre de mandats représentatifs s'élève, lui, à plus de quarante-deux mille³⁵. Comment un jeune parti peut-il rassembler autant de candidats ? Il peut y parvenir en garantissant une grande ouverture dans l'accès aux candidatures. De façon à ce que toute personne puisse participer aux élections internes du PRD ; toute personne peut être candidate si elle remplit un minimum de critères. Selon les statuts de 1996, il faut recueillir cent signatures d'adhérents du PRD de sa circonscription pour être précandidat à la députation et cinquante signatures pour être précandidat à la fonction de maire. Vu le nombre d'adhérents électeurs, l'exigence est minimale. Si le règlement des élections internes de 1993 fixait comme condition sine qua non d'appartenir au PRD, ce critère disparaît dans celui de 1996 sauf pour la précandidature à la présidence de la République.

Comment les courants élaborent-ils les listes de candidats ? Pour la présidence nationale ou régionale, la tâche est ardue. L'élection a lieu au scrutin de liste – le ou la présidentiable en tête de liste – les autres membres sont élus au scrutin proportionnel pour le Conseil national puis de manière indirecte pour le Comité exécutif national. L'élaboration des listes donne lieu à de longues et difficiles tractations : les ressources associatives y représentent un atout fondamental. De plus, il convient de respecter des quotas établis par les statuts du PRD : pas plus de 70 % de candidats d'un même sexe, 30 % de jeunes de moins de trente ans et une prise en compte de la pluralité ethnique. Bref, la composition des listes relève d'une savante alchimie. Si l'attribution des places est plus simple quand il ne s'agit que de l'élaboration d'une « formule » – un candidat et son suppléant – pour les fonctions de maire, de député local ou fédéral, le service électoral est assailli par les candidatures. Ce sont toutefois les mandats locaux qui déchaînent le plus les passions. En 1998, il y avait plus de mille précandidats à la députation locale de l'État de Mexico, État voisin du District fédéral, où

35. M. Alcántar Sáez dans son étude sur « *Les expériences de démocratie interne en Amérique Latine* » présente comme exceptionnel le cas de la Bolivie où dix-sept mille mandats sont soumis aux élections internes. Voir M. Alcántar Sáez, *Experimentos de democracia...*, op. cit.

sont localisées les banlieues les plus pauvres de la capitale, pour une quarantaine de postes de députés. Si le contexte de la transition n'est pas étranger à la prolifération de ces « vocations » démocratiques, des considérations moins idéalistes interviennent. Dans le District fédéral (Mexico), le salaire net d'un député local est vingt-cinq fois supérieur au salaire minimum, quarante-cinq fois dans l'État de Mexico. En fait, fixer le salaire des mandatés est une compétence des États fédérés. En effet, les *caciques* régionaux du PRI n'ont vu leur monopole politique remis en cause que récemment et encore ponctuellement, la transition au niveau local n'étant pas achevée³⁶. En conséquence, ils n'avaient pas hésité à institutionnaliser dans la loi des salaires exorbitants. Le caractère ouvert des élections du PRD créant de nouvelles opportunités, les candidats sont nombreux. Tous n'appartiennent pas d'ailleurs au PRD.

« Je voulais être candidat du PRI à la mairie. Beaucoup de gens me soutenaient mais il y a eu des conflits au sein du PRI et je n'ai pas obtenu la candidature. Heureusement les délais pour se présenter aux élections du PRD n'étaient pas écoulés. Je me suis inscrit. Beaucoup de militants du PRI m'ont suivi au PRD, d'autres sont restés au PRI mais ont voté pour moi le jour des élections internes du PRD. J'ai été élu comme candidat du PRD, puis j'ai gagné les élections municipales [...]. Pour mes gens, ça n'a pas d'importance de voter pour le PRI ou le PRD, tant qu'ils sont avec moi. [...] Il n'y a pas de différence entre un maire du PRI et du PRD, l'essentiel c'est d'avoir de l'autorité et de savoir l'imposer. »

Ce maire de trente-cinq ans d'une commune de près de vingt mille habitants dans l'État d'Hidalgo voisin de Mexico, a tout du *cacique* local. Notre entretien a été réalisé à Acapulco en avril 2000 à la fin d'un stage de formation organisé par l'Institut municipal du PRD qui dura trois jours, et durant lequel il fut question de démocratie délibérative et de participation citoyenne.

Les élections internes sont également devenues l'instrument d'une stratégie électoraliste. À partir de 1996, le Comité exécutif national (CEN) du PRD opte pour des alliances avec des hommes politiques du PRI bénéficiant d'une assise régionale importante mais n'ayant pas obtenu l'investiture de leur parti. Les scrutins alternatifs constituent alors un moyen de légitimer leur candidature au sein du PRD. Le « coup » s'est avéré assez fructueux en termes électoraux puisque plusieurs maires de grandes villes (Acapulco, Guanajuato, Xalapa, etc.) et quelques gouverneurs « PRD » ont ainsi été élus dans les États de Tlaxcala,

36. Chappell Lawson, « Mexico's Unfinished Transition: Democratization and Authoritarian Enclaves in Mexico », *Mexican Studies*, vol. 16, n° 2, 2000, pp. 267-287.

de Zacatecas et de Basse-Californie du Sud. Une stratégie qui n'est pas cependant sans soulever de nombreuses interrogations. Les équipes investies sont généralement formées par de tout «jeunes anciens» *priistes* et les *perredistes* y restent marginaux. Si ces candidatures ouvertes ont permis d'élargir l'assise électorale du PRD, elles ont aussi contribué à brouiller l'image d'un parti qui se présentait jusqu'alors comme une alternative au PRI.

Dans cette ouverture des candidatures, trois logiques distinctes s'entrecroisent. C'est d'abord ce que nous avons nommé une surenchère démocratique. Ce mode de recrutement est en rupture avec le modèle du parti *priiste* où chaque candidature, chaque poste à responsabilité est minutieusement attribué selon un savant équilibre entre groupes et corporations. Ensuite, ce choix renvoie, comme nous l'avons vu, au souci de conserver une porosité entre le PRD et les réseaux associatifs : nombre de dirigeants associatifs, peu présents dans l'appareil du parti, ont ainsi la possibilité de remporter les élections internes. Enfin, cette modalité est également une nécessité pratique pour un parti, qui, dès sa naissance, est devenu un acteur clé de la vie politique nationale, oscillant entre la deuxième et la troisième place. Les petits partis qui se sont fondus dans le PRD n'étaient pas toujours en mesure de présenter des candidats à tous les mandats représentatifs. Les candidatures ouvertes deviennent donc un mode de sélection adapté à l'urgence du moment, celle d'une reconfiguration du jeu politique dans son ensemble. Cependant, le rôle des élections internes reste assez secondaire dans le recrutement du personnel politique. Elles n'ont, par exemple, jamais été utilisées pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Le leadership de C. Cárdenas, figure autour de laquelle s'est cristallisé le PRD, est incontesté et incontestable. Plus étonnant encore, les candidatures pour les mandats parlementaires attribués à la proportionnelle (environ 1/3) ne sont pas soumises à l'élection. Excepté en 1997, le PRD a toujours obtenu la quasi-totalité de ses mandats représentatifs grâce à la part de proportionnelle. Preuve que c'est moins la dimension fonctionnelle des élections internes que celle expressive, sinon symbolique, qui prévaut ici. Avec toutes les répercussions que cela peut avoir sur l'acte de vote lui-même. Si elles sont construites sur une volonté de purifier le système *priiste* des fraudes institutionnelles, les élections internes du PRD n'en sont pas exemptes. Soit parce que

le répertoire classique des fraudeurs s'y reproduit à petite échelle soit parce que les élections y demeurent entachées par le « fantasme » de la fraude.

La fin du « parti de l'honnêteté » ?

Le PRD a mis au centre de son image publique le thème de l'honnêteté³⁷. Cependant, l'examen de la panoplie des savoir-faire frauduleux le montre : si certains s'inscrivent dans le répertoire classique des pratiques de travestissement et d'influence au Mexique, d'autres sont liés aux modalités spécifiques d'organisation de ces scrutins alternatifs. Le bourrage des urnes, pratique courante du Parti-État, existe aussi lors des élections du PRD, mais dans des proportions évidemment moindres. Lors des élections internes de 1999, selon le service électoral, dans 0,95 % des cas, il y eut plus de bulletins que de votants et dans 1 % des bureaux de votes, un électeur aurait voté toutes les cinquante secondes. Les « mapaches » (ratons laveurs), surnom donné aux individus chargés de bourrer les urnes, sont peu nombreux au sein du PRD. En revanche, le trucage des procès verbaux et le vol d'urnes sont plus fréquents. Des maires du PRD sont même accusés d'avoir menacé certains de leurs administrés en cas d'abstention (couper l'eau, ne pas goudronner les routes du quartier, mettre au ralenti des centres sociaux, etc.) ou d'avoir affrété des bus pour conduire « leurs » employés municipaux. Une prime à la fraude d'autant plus importante que le nombre de votants est réduit dans ces élections internes. Le résultat peut dépendre de quelques dizaines de suffrages. D'autres techniques « frauduleuses » se trouvent à la frontière toujours ténue entre manipulation et simple irrégularité matérielle. Elles concernent principalement la gestion des listes d'électeurs et des bulletins de vote.

Il existe des restrictions au caractère ouvert des « élections internes ». Dans chaque bureau de vote, le nombre de votants extérieurs ne peut être supérieur à 30 % des inscrits. Toutefois, comme le registre des militants n'a jamais été mis à jour (jusqu'en 2001) et comme le nombre d'adhérents inscrits est plus grand que le nombre de militants/électeurs, la marge permettant aux non-inscrits de voter reste grande. Cependant, autour de cette règle se développent de multiples tractations : toilettage du registre ou au contraire gonflement de la liste en fonction des contextes locaux et des rapports de

37. Par exemple, le slogan du PRD en 2000 pour les élections municipales à Mexico était « *honestidad valiente* », (honnêteté courageuse).

forces entre courants. Gonfler le registre et donc proportionnellement le nombre de bulletins disponibles est une aubaine pour les candidats ou leurs alliés bénéficiant d'appuis associatifs. En revanche, le toilettage a pour vocation de limiter le nombre de votants externes. Des pratiques qui ont conduit à l'annulation des élections internes pour la présidence nationale du PRD en 1999. La trajectoire militante du président du PRD en exercice, Andrés Manuel Lopéz Obrador, a joué un rôle dans cette annulation. Ce dernier a construit son leadership national sur le thème de la lutte contre les fraudes. Refuser d'annuler l'élection aurait été remettre en question son image de « Monsieur Antifraude »³⁸, et se priver d'une ressource essentielle à moins d'un an des élections municipales à Mexico³⁹. Cependant si les actes frauduleux existent, la majorité des « anomalies » sont plutôt imputables à des difficultés logistiques⁴⁰. Mais il est toujours délicat de faire la part des choses : l'intention dolosive est mal définie juridiquement. Et trop vite instrumentalisée politiquement.

La lutte contre les fraudes lors des élections constitutionnelles a fait de certains *perredistes* des spécialistes de la règle électorale. Ces compétences acquises dans la lutte démocratique ont été réinvesties dans le jeu interne. D'où la capacité de certains d'entre eux de calculer jusqu'à l'impact de la manipulation d'un registre sur les performances de leurs candidats. Toutefois, ces « compétences » les rendent aussi suspects aux yeux de leurs compagnons de parti ; elles font d'eux, parfois à tort, de présumés fraudeurs. D'autant que le PRD a complètement intériorisé les possibilités de fraudes dans son mode de fonctionnement. Le résultat, c'est qu'autour des élections internes plane le spectre lancinant de la « manipulation ». Certes, les accusations de « fraude » ou de « clientélisme » existent ponctuellement au sein du PRD depuis sa création. Règlements, organes de contrôle, mécanismes de contentieux : dès la tenue des premières élections internes, le thème des fraudes fut constitué juridiquement. Comme si élections internes et pratiques frauduleuses n'étaient que les deux faces d'une même réalité. Mais à partir de 1998 et surtout en 1999, les allégations de fraude s'intensifient. Comment expliquer ce phénomène ? Nous avons vu que ces années sont marquées par des alliances électorales avec des dirigeants *priistes*. Ces derniers amènent avec eux les anciennes méthodes de « gestion » des bureaux. De plus,

38. PRD, *Un exil exitoso*, Mexico, Congreso de la Union, 1994

39. Andrés Manuel Lopéz Obrador a remporté les élections internes du PRD pour la mairie de Mexico en mars 2000 puis les élections municipales en juillet 2000.

40. Ainsi lors des élections internes de mars 1999, le SE a déclaré que plus de 28 % des bureaux de vote auraient fait l'objet de fraudes. Or, si l'on regarde de plus près les statistiques, on constate que les actes frauduleux à proprement parler sont mineurs : 3,3 % des procès verbaux ont été altérés ; 0,95 % des bureaux de vote ont eu plus de votants que de bulletins disponibles. Il y a des problèmes de scrutateurs (changements ou absence de scrutateurs) dans plus de 18 %, ce qui relève avant tout de questions logistiques.

lors des élections constitutionnelles, la lutte contre les fraudes s'est renforcée, notamment sous l'action des missions d'observations internationales. Du coup le thème de « l'honnêteté électorale » s'est diffusé à d'autres prétendants que ceux du PRD.

Un autre facteur entre en ligne de compte: la légitimité de la participation des militants associatifs est remise en cause. L'arrivée au pouvoir à Mexico en 1997 du PRD a provoqué de profonds bouleversements au sein de ce parti et marqué l'émergence d'un nouveau courant. Formé autour de Rosario Robles et la *secretaria de gobierno*, deuxième poste du gouvernement local, celui-ci s'entoure d'une nouvelle génération de collaborateurs recrutés parmi les ONG, lesquelles deviennent les partenaires principaux de la mairie de Mexico dans les instances de concertation. R. Robles n'associe plus les associations traditionnelles à la démocratie locale, alors même qu'elles avaient, depuis le tremblement de terre de 1985, construit un riche réseau de comités de quartier. Elle mise plutôt sur la mobilisation des citoyens « sans intermédiaire » à travers des journées de revalorisation des espaces publics. Cette stratégie s'est avérée fructueuse. Elle contribua à la conquête par ce courant de la présidence du PRD à Mexico en 1999, puis à celle de la présidence nationale (en 2002) et cela bien que ce courant fût marginal dans la hiérarchie du PRD avant 1997. Jusqu'alors dépourvu de ressources partisanses, n'ayant pas de relais associatifs et donc ne pouvant guère remporter des élections internes, ce nouveau courant a réussi à mettre à profit les moyens du gouvernement local pour discréditer la participation des associations aussi bien dans la sphère publique que dans le parti. En l'espace de quelques mois, il est arrivé à imposer comme légitime une conception de la politique qui fait des associations l'« agent archaïque des fraudes et du clientélisme ». Dénoncer leurs pratiques manipulatoires – réelles ou supposées – est donc devenu un discours porteur mais cette fois pour se repositionner *dans* le jeu interne du PRD.

* *
*

Au Mexique, le radicalisme propre à la période de transition s'incarne dans la question électorale. Les savoir-faire liés à la maîtrise de la mécanique du vote sont devenus un élément essentiel du répertoire d'action des acteurs d'opposition. Le recours à « des élections internes

ouvertes», organisées dans l'espace public par un parti qui se proclame à la tête de la lutte contre les «manipulations électorales» s'inscrit plus largement dans la recomposition d'une citoyenneté qui dépasse le cadre partisan. Ce faisant, la transition démocratique façonne ses acteurs et contribue à rendre légitimes les débats, parfois techniques, sur la scénographie du vote. Cependant, les élections internes pallient également certaines faiblesses de l'appareil partisan, notamment son manque d'autonomie fonctionnelle. De plus, le choix d'une stratégie d'alliance avec des dirigeants du PRI, l'affaiblissement du thème de «l'honnêteté électorale» comme ferment de l'identité collective du parti, la recomposition des rapports de force entre courants ont contribué à placer les fraudes électorales au cœur du jeu partisan.

Phénomène complexe et multiforme, les élections internes du PRD se trouvent donc à la croisée des chemins: entre reconfiguration du militantisme partisan et revitalisation de pratiques néoclientélistes. Signe que l'évolution des rapports de forces, qu'ils soient internes au parti ou caractéristiques du système partisan dans son ensemble, y demeure inséparable de l'instrumentalisation politique des pratiques frauduleuses ou jugées comme telles.